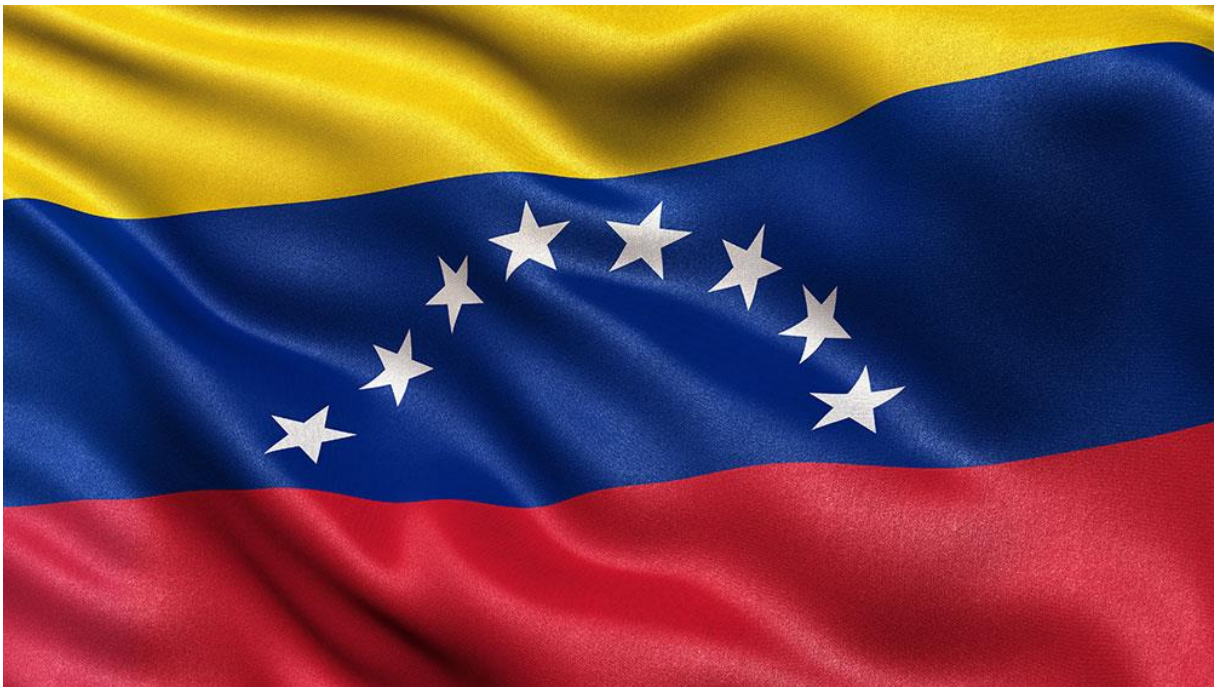
La CSI et la CSA condamnent fermement l'agression militaire américaine et la violation de la souveraineté du Venezuela.

La Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération syndicale des Amériques (CSA) expriment leur rejet absolu et ferme de l'opération militaire menée ce matin par le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur le territoire de la République bolivarienne du Venezuela.



Compte tenu de la gravité de la situation, qui comprend des attentats à la bombe contre des installations à Caracas et la confirmation par le gouvernement américain de la capture et de l'enlèvement du président Nicolás Maduro, le mouvement syndical international déclare :

1. **Condamnation de l'intervention militaire :** Nous dénonçons cette action comme une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des principes fondamentaux du droit international. Le recours à la force militaire et l'incursion sur le territoire d'une nation souveraine constituent un acte de guerre inacceptable qui met en péril la paix et la stabilité de toute la région.
2. **Défense de la souveraineté et de l'autodétermination :** Fidèles à notre position historique de défense de l'autonomie des peuples et soutenant les déclarations des gouvernements de la région exigeant le respect absolu de la souveraineté vénézuélienne, nous rejetons toute tentative de changement de régime par la force ou par ingérence étrangère. Le destin du Venezuela doit être décidé exclusivement par le peuple vénézuélien, par des mécanismes démocratiques et pacifiques, sans tutelle impériale.

3. **Exigence de garanties des droits humains :** Nous nous joignons à l'exigence internationale immédiate de preuves de vie, de respect de l'intégrité physique et de libération du président Nicolás Maduro et de son épouse, Cilia Flores, ainsi que de toute autre personne détenue dans le cadre de cette opération illégale. Leur situation actuelle doit être immédiatement portée à la connaissance de la communauté internationale.
4. **Appel à la paix et au dialogue :** Nous partageons la position exprimée par les gouvernements du Brésil, du Mexique et d'autres nations souveraines qui condamnent les violences et soulignent l'urgence de rétablir les canaux diplomatiques.

La région doit rester une zone de paix ; nous ne permettrons pas que l'Amérique latine soit entraînée dans un conflit armé par des intérêts géopolitiques étrangers à nos peuples.

« Ces actes ne défendent en rien la démocratie ; ce sont des actes d'agression manifestes, s'inscrivant dans une politique étrangère militarisée et guidée par des intérêts économiques unilatéraux », a déclaré Luc Triangle, secrétaire général de la CSI. « Les menaces d'enlèvement et le détournement des tribunaux pour attaquer un gouvernement souverain portent atteinte à l'état de droit international et créent un précédent de coercition impériale qui met en péril la paix partout dans le monde. »

« Au nom du mouvement ouvrier des Amériques, nous condamnons l'agression militaire et l'enlèvement du président Maduro et de sa compagne Cilia Flores, violation de la souveraineté et de l'intégrité du peuple vénézuélien et de toute l'Amérique latine et les Caraïbes, zone de paix déclarée par la CELAC depuis 2014. Nous mobilisons les mécanismes de solidarité internationale avec le peuple et les travailleurs vénézuéliens », a déclaré Rafael Freire, secrétaire général de la CSA. « Nous défendons le Venezuela et toute l'Amérique latine comme territoire de paix. Nous n'acceptons aucune invasion ni violence contre nos peuples et nos territoires. Le mouvement ouvrier, comme toujours, est en première ligne pour la défense de la souveraineté et de l'autodétermination, de la démocratie et des droits humains. »

La CSI et la CSA restent mobilisées contre toute ingérence impérialiste, militaire ou économique, d'un pays sur un autre, contre les guerres et pour la défense ferme de la paix, de la démocratie et du multilatéralisme.

Pour la souveraineté, la paix et l'autodétermination des peuples.

https://www.ituc-csi.org/csi-csa-venezuela